

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205723]

27 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1^{er}, 7^o, inséré par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant;

Vu le rapport du 21 juillet 2016, établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.924/4 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive (UE) 2015/1480 de la Commission du 28 août 2015 modifiant plusieurs annexes des Directives du Parlement européen et du Conseil 2004/107/CE et 2008/50/CE établissant les règles concernant les méthodes de référence, la validation des données et l'emplacement des points de prélèvement pour l'évaluation de la qualité de l'air ambiant.

Art. 2. Dans l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 relatif à l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant, le point C est remplacé par ce qui suit :

« C. Assurance de la qualité pour l'évaluation de la qualité de l'air ambiant : validation des données.

Pour garantir l'exactitude des mesures et le respect des objectifs de qualité des données fixés au point A, les organismes compétents désignés en application de l'article 32 s'assure que:

1^o toutes les mesures effectuées aux fins de l'évaluation de la qualité de l'air ambiant en application des articles 6 et 21 sont traçables conformément aux exigences énoncées dans la norme harmonisée pour les laboratoires d'essais et d'étalonnage dont la référence a été publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* en application de l'article 2, point 9), du Règlement (CE) n^o 765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché;

2^o les institutions qui exploitent des réseaux et des stations individuelles ont mis en place un système d'assurance et de contrôle de la qualité prévoyant un entretien régulier afin de garantir l'exactitude constante des appareils de mesure;

3^o un processus d'assurance et de contrôle de la qualité est établi pour la collecte et la communication des données et que les institutions affectées à cette tâche participent activement aux programmes connexes d'assurance de la qualité à l'échelle de l'Union européenne;

4^o les laboratoires nationaux de référence sont désignés par l'organisme compétent adéquat désigné en application de l'article 32 et sont accrédités pour les méthodes de référence visées à l'annexe VII, au moins pour les polluants dont les concentrations dépassent le seuil d'évaluation inférieur, conformément à la norme harmonisée applicable aux laboratoires d'essais et d'étalonnage et visée au 1^o;

5^o les laboratoires nationaux de référence participent, au moins une fois tous les trois ans, aux programmes d'assurance de la qualité à l'échelle de l'Union européenne organisés par le Centre commun de recherche de la Commission;

6^o les laboratoires nationaux de référence étayent les travaux menés par le réseau européen des laboratoires nationaux de référence mis en place par la Commission.

Concernant le 2^o, le système est réexaminé en tant que de besoin et au moins une fois tous les cinq ans par le laboratoire de référence national compétent.

Concernant le 4^o, ces laboratoires sont également chargés de coordonner, sur le territoire de la Région, les programmes d'assurance de la qualité à l'échelle de l'Union européenne qui doivent être mis en place par le Centre commun de recherche de la Commission, ainsi que de coordonner, au niveau régional, l'utilisation appropriée des méthodes de référence et la démonstration de l'équivalence des méthodes autres que les méthodes de référence. Les laboratoires nationaux de référence qui organisent des comparaisons au niveau national devraient aussi être accrédités conformément à la norme harmonisée pertinente pour les essais d'aptitude.

Concernant le 5^o, si cette participation donne des résultats non satisfaisants, le laboratoire national devrait faire état de mesures correctives satisfaisantes lors de sa prochaine participation à la comparaison interlaboratoire, et présenter un rapport relatif à ces mesures au Centre commun de recherche. »

Art. 3. Dans l'annexe II, point 1, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, le tableau est remplacé par ce qui suit :

	Benzo(a)pyrène	Arsenic, cadmium et nickel	Hydrocarbures aromatiques polycycliques autres que le benzo(a)pyrène, mercure gazeux total	Dépôt total
Incertitude				
Mesures fixes et indicatives	50 %	40 %	50 %	70 %
Modélisation	60 %	60 %	60 %	60 %
Saisie minimale de données	90 %	90 %	90 %	90 %
Période minimale prise en compte				
Mesures fixes ⁽¹⁾	33 %	50 %		
Mesures indicatives ^{(1) (2)}	14 %	14 %	14 %	33 %

⁽¹⁾ Réparties sur l'année pour être représentatives des diverses conditions climatiques et activités anthropiques.

⁽²⁾ Les mesures indicatives sont des mesures effectuées avec une régularité réduite mais qui correspondent aux autres objectifs en matière de qualité des données;

b) l'alinéa 4 est abrogé;

c) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 5 et 6 :

« Les dispositions relatives aux échantillons individuels des alinéas 3 et 4 s'appliquent également à l'arsenic, au cadmium, au nickel et au mercure gazeux total. En outre, le sous-échantillonnage des filtres à PM10 pour recueillir les métaux aux fins d'une analyse ultérieure est autorisé, à condition que la représentativité du sous-échantillon soit établie et que la sensibilité de détection ne soit pas amoindrie par rapport aux objectifs pertinents de qualité des données. Au lieu d'un échantillonnage quotidien, l'échantillonnage hebdomadaire des filtres à PM10 en vue de l'analyse des métaux est autorisé, pour autant que les caractéristiques de la collecte ne soient pas compromises. »

Art. 4. Dans l'annexe IV du même arrêté, les points C et D sont remplacés par ce qui suit :

« C. Micro-implantation des points de prélèvement

Dans la mesure du possible, les considérations suivantes s'appliquent :

1° l'orifice d'entrée de la sonde de prélèvement est dégagé (en règle générale, libre sur un angle d'au moins 270°, ou 180° pour les points de prélèvements situés au niveau de la ligne de construction); aucun obstacle gênant le flux d'air ne se trouve au voisinage de l'orifice d'entrée qui est normalement distant de quelques mètres des bâtiments, des balcons, des arbres et autres obstacles et se trouve à au moins 0,5 m du bâtiment le plus proche dans le cas de points de prélèvements représentatifs de la qualité de l'air au niveau de la ligne de construction;

2° en règle générale, le point d'admission d'air est situé entre 1,5 m (zone de respiration) et 4 m au-dessus du sol. Une implantation plus élevée peut aussi être indiquée si la station est représentative d'une zone étendue, et les éventuelles dérogations doivent être étayées de toutes les pièces justificatives;

3° la sonde d'entrée n'est pas placée à proximité immédiate de sources d'émission, afin d'éviter le prélèvement direct d'émissions non mélangées à l'air ambiant;

4° l'orifice de sortie de l'échantillonneur est positionné de façon à éviter que l'air sortant ne recircule en direction de l'entrée de l'appareil;

5° pour tous les polluants, les sondes de prélèvement dirigées vers la circulation sont distantes d'au moins 25 m de la limite des grands carrefours et ne se trouvent pas à plus de 10 m de la bordure du trottoir.

Concernant le 5°, l'on entend par "grand carrefour" un carrefour qui interrompt le flux de circulation et est à l'origine d'émissions différentes (arrêts et redémarrages) par rapport au reste de la route.

Tout écart par rapport aux critères énoncés dans le présent point est intégralement consigné dans le cadre des procédures décrites au point D.

Les facteurs suivants peuvent également être pris en considération :

1° sources susceptibles d'interférer;

2° sécurité;

3° accès;

4° possibilités de raccordement électrique et de liaisons téléphoniques;

5° visibilité du site par rapport à ses alentours;

6° sécurité du public et des techniciens;

7° intérêt d'une implantation commune de points de prélèvement pour différents polluants;

8° exigences d'urbanisme.

D. Documentation et réexamen du choix des sites

Les autorités compétentes, responsables de l'évaluation de la qualité de l'air pour toutes les zones et agglomérations, désignées en application de l'article 32 consignent les procédures de sélection des sites et enregistrent les informations qui étayent la conception du réseau et le choix de l'emplacement de tous les sites de surveillance.

La documentation comprend des photographies avec relevés au compas des alentours des sites de surveillance, ainsi que des cartes détaillées.

Lorsque des méthodes supplémentaires sont utilisées dans une zone ou une agglomération, la documentation comprend des informations détaillées sur ces méthodes ainsi que sur la manière dont les critères énumérés à l'article 7, § 3, sont respectés.

Il est nécessaire de mettre la documentation à jour en tant que de besoin et de la réviser tous les cinq ans au moins afin de vérifier que les critères de sélection restent valables et que la conception du réseau et les emplacements des sites de surveillance continuent d'être les plus favorables. La documentation est présentée à la Commission dans un délai de trois mois après que la demande en a été faite. »

Art. 5. Dans l'annexe VII du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point A est remplacé par ce qui suit :

« A. Méthodes de référence pour l'évaluation des concentrations d'anhydride sulfureux, de dioxyde d'azote et d'oxydes d'azote, de particules (PM10 et PM2,5), de plomb, de benzène, de monoxyde de carbone et d'ozone

1. Méthode de référence pour la mesure de l'anhydride sulfureux

La méthode de référence pour la mesure de l'anhydride sulfureux est celle décrite dans la norme EN 14212: 2012 "Air ambiant - Méthode normalisée pour le mesurage de la concentration de dioxyde de soufre par fluorescence UV".

2. Méthode de référence pour la mesure du dioxyde d'azote et des oxydes d'azote

La méthode de référence pour la mesure du dioxyde d'azote et des oxydes d'azote est celle décrite dans la norme EN 14211: 2012: "Air ambiant - Méthode normalisée pour le mesurage de la concentration en dioxyde d'azote et monoxyde d'azote par chimiluminescence".

3. Méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure du plomb

La méthode de référence utilisée pour la mesure du plomb est celle décrite dans la norme EN 14902 (2005) : "Méthode normalisée pour la mesure du plomb, du cadmium, de l'arsenic et du nickel dans la fraction PM10 de la matière particulaire en suspension".

4. Méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure des PM10

La méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure des PM10 est celle décrite dans la norme EN 12341: 2014 "Air ambiant - Méthode normalisée de mesurage gravimétrique pour la détermination de la concentration massique MP10 ou MP2,5 de matière particulaire en suspension".

5. Méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure des PM2,5

La méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure des PM2,5 est celle décrite dans la norme EN 12341: 2014 "Air ambiant - Méthode normalisée de mesurage gravimétrique pour la détermination de la concentration massique MP10 ou MP2,5 de matière particulaire en suspension".

6. Méthode de référence pour l'échantillonnage et la mesure du benzène

La méthode de référence utilisée pour la mesure du benzène est celle décrite dans la norme EN 14662 (2005), parties 1, 2 et 3 : "Qualité de l'air ambiant - méthode normalisée pour le mesurage des concentrations en benzène."

7. Méthode de référence pour la mesure du monoxyde de carbone

La méthode de référence pour la mesure du monoxyde de carbone est celle décrite dans la norme EN 14626: 2012: "Air ambiant - Méthode normalisée de mesurage de la concentration en monoxyde de carbone par spectroscopie à rayonnement infrarouge non dispersif".

8. Méthode de référence pour la mesure de l'ozone

La méthode de référence pour la mesure de l'ozone est celle décrite dans la norme EN 14625: 2012 "Air ambiant - Méthode normalisée de mesurage de la concentration en ozone par photométrie UV".

2° le point D est abrogé;

3° le point E est remplacé par ce qui suit :

« E. Lorsqu'ils démontrent que l'équipement répond aux exigences de performance des méthodes de référence énumérées au point A de la présente annexe, les autorités et organismes compétents désignés en application de l'article 32 acceptent les rapports d'essais délivrés dans d'autres régions ou États membres de l'Union européenne à condition que les laboratoires soient accrédités selon la norme harmonisée applicable aux laboratoires d'essais et d'étalonnage. Les rapports d'essai et tous les résultats des essais doivent être mis à la disposition des autres autorités compétentes ou de leurs organismes désignés. Les rapports d'essais doivent établir que l'équipement satisfait à toutes les exigences de performance, y compris lorsque certaines conditions environnementales et locales sont spécifiques d'une région ou d'un État membre et ne correspondent pas aux conditions pour lesquelles l'équipement a déjà été testé et homologué dans une autre région ou un autre État membre. »

Art. 6. Dans l'annexe IX du même arrêté, les points 1 à 4 sont remplacés par ce qui suit :

« 1. Méthode de référence pour l'échantillonnage et l'analyse de l'arsenic, du cadmium et du nickel dans l'air ambiant

La méthode de référence pour l'échantillonnage de l'arsenic, du cadmium et du nickel dans l'air ambiant est décrite dans la norme EN 12341: 2014. La méthode de référence pour la mesure de l'arsenic, du cadmium et du nickel dans l'air ambiant est celle décrite dans la norme EN 14902: 2005 "Qualité de l'air ambiant - Méthode normalisée pour la mesure du plomb, du cadmium, de l'arsenic et du nickel dans la fraction MP10 de la matière particulaire en suspension".

Peut également être utilisée toute autre méthode dont on peut démontrer qu'elle produit des résultats équivalents à ceux de la méthode susmentionnée.

2. Méthode de référence pour l'échantillonnage et l'analyse des hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant

La méthode de référence pour l'échantillonnage des hydrocarbures aromatiques polycycliques dans l'air ambiant est décrite dans la norme EN 12341: 2014. La méthode de référence pour la mesure du benzo(a)pyrène dans l'air ambiant est celle décrite dans la norme EN 15549: 2008 "Qualité de l'air - Méthode normalisée de mesurage de la concentration de benzo [a]pyrène dans l'air ambiant". A défaut de méthode normalisée du CEN pour les autres hydrocarbures aromatiques polycycliques visés à l'article 15, les méthodes normalisées nationales ou les méthodes de l'ISO, telle la norme ISO 12884, peuvent être utilisées.

Peut également être utilisée toute autre méthode dont on peut démontrer qu'elle produit des résultats équivalents à ceux de la méthode susmentionnée.

3. Méthode de référence pour l'échantillonnage et l'analyse du mercure dans l'air ambiant

La méthode de référence pour la mesure des concentrations de mercure gazeux total dans l'air ambiant est celle décrite dans la norme EN 15852: 2010 "Qualité de l'air ambiant - Méthode normalisée pour la détermination du mercure gazeux total".

Peut également être utilisée toute autre méthode dont on peut démontrer qu'elle produit des résultats équivalents à ceux de la méthode susmentionnée.

4. Méthode de référence pour l'échantillonnage et l'analyse des dépôts d'arsenic, de cadmium, de mercure, de nickel et d'hydrocarbures aromatiques polycycliques

La méthode de référence pour la détermination des dépôts d'arsenic, de cadmium et de nickel est celle décrite dans la norme EN 15841: 2009 "Qualité de l'air ambiant - Méthode normalisée pour la détermination des dépôts d'arsenic, de cadmium, de nickel et de plomb".

La méthode de référence pour la détermination des dépôts de mercure est celle décrite dans la norme EN 15853: 2010 "Qualité de l'air ambiant - Méthode normalisée pour la détermination des dépôts de mercure".

La méthode de référence pour la détermination des dépôts de benzo(a)pyrène et des autres hydrocarbures polycycliques visés à l'article 15, est celle décrite dans la norme EN 15980: 2011 "Qualité de l'air - Détermination du benzo [a]anthracène, benzo [b]fluoranthène, benzo [j]fluoranthène, benzo [k]fluoranthène, benzo [a]pyrène, dibenz [a,h]anthracène et indeno [1,2,3-cd]pyrène dans les dépôts atmosphériques". ».

Art. 7. Dans l'annexe XII du même arrêté, le point A est remplacé par ce qui suit :

« A. Nombre minimal de points de prélèvement pour les mesures fixes des concentrations d'ozone

Nombre minimal de points de prélèvement pour les mesures fixes en continu en vue d'évaluer le respect des valeurs cibles, des objectifs à long terme et des seuils d'information et d'alerte lorsque ces mesures sont la seule source d'information.

Population (x 1 000)	Agglomération ⁽¹⁾	Autres zones ⁽¹⁾	Rurales de fond
< 250		1	Densité moyenne de 1 station/50 000 km ² pour l'ensemble des zones, par pays ⁽²⁾
< 500	1	2	
< 1 000	2	2	
< 1 500	3	3	
< 2 000	3	4	
< 2 750	4	5	
< 3 750	5	6	
> 3 750	Une station supplémentaire pour 2 millions d'habitants	Une station supplémentaire pour 2 millions d'habitants	

⁽¹⁾ Au moins une station dans les zones où la population est susceptible d'être exposée aux concentrations d'ozone les plus fortes. Dans les agglomérations, au moins 50 % des stations doivent être implantées dans des zones périurbaines.

⁽²⁾ L'implantation d'une station par 25 000 km² est recommandée dans les zones à topographie complexe. »

Art. 8. Dans l'annexe XVI du même arrêté, le point A est complété par ce qui suit :

« A mesurer en moyenne journalière sur l'ensemble du territoire de la Région wallonne :

Polluant	Seuil d'alerte
PM10	70 µ/m ³ (seuil 1)
	150 µg/m ³ (seuil 2)

».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2016.

Art. 10. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 octobre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205723]

27. OKTOBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1 Ziffer 7, abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichtsvom 21. Juli 2016;

Aufgrund des am 5. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.924/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2015/1480 der Kommission vom 28. August 2015 zur Änderung bestimmter Anhänge der Richtlinien 2004/107/EG und 2008/50/EG des Europäischen Parlaments und des Rates betreffend Referenzmethoden, Datenvalidierung und Standorte für Probenahmestellen zur Bestimmung der Luftqualität umgesetzt.

Art. 2 - In Anhang 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juli 2010 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität wird Punkt C durch Folgendes ersetzt:

«C. Qualitätssicherung bei der Beurteilung der Luftqualität: Validierung der Daten.

Um die Genauigkeit der Messungen und die Einhaltung der Datenqualitätsziele gemäß Punkt A sicherzustellen, müssen die gemäß Artikel 32 benannten zuständigen Behörden und Stellen sicherstellen, dass

1° alle Messungen, die im Zusammenhang mit der Beurteilung der Luftqualität gemäß den Artikeln 6 und 21 vorgenommen werden, im Sinne der Anforderungen der harmonisierten Norm für Prüf- und Kalibrierlaboratorien rückverfolgt werden können, auf die im *Amtsblatt der Europäischen Union* gemäß Artikel 2 Nummer 9 der Verordnung (EG) Nr. 765/2008 über die Vorschriften für die Akkreditierung und Marktüberwachung verwiesen wird;

2° die Einrichtungen, die Netze und Einzelstationen betreiben, über ein Qualitätssicherungs- und Qualitätskontrollsystem verfügen, das zur Gewährleistung einer kontinuierlichen Präzision der Messgeräte eine regelmäßige Wartung vorsieht;

3° für die Datenerfassung und -übermittlung ein Qualitätssicherungs- und Qualitätskontrollverfahren eingeführt wird und die mit dieser Aufgabe betrauten Einrichtungen aktiv an den diesbezüglichen unionsweiten Qualitätssicherungsprogrammen teilnehmen;

4° die nationalen Referenzlaboratorien von der gemäß Artikel 32 benannten zuständigen Behörde oder Stelle beauftragt werden und nach der unter Ziffer 1 genannten relevanten harmonisierten Norm für Prüf- und Kalibrierlaboratorien für die Referenzmethoden gemäß Anhang VII akkreditiert werden, und zwar zumindest für die Schadstoffe, deren Konzentrationen über der unteren Beurteilungsschwelle liegen;

5° die nationalen Referenzlaboratorien mindestens alle drei Jahre an den von der Gemeinsamen Forschungsstelle der Kommission durchgeführten unionsweiten Qualitätssicherungsprogrammen teilnehmen;

6° die nationalen Referenzlaboratorien die Tätigkeit des von der Kommission errichteten Europäischen Netzes nationaler Referenzlaboratorien unterstützen.

Was Ziffer 2 betrifft wird das Qualitätssystem bei Bedarf, zumindest jedoch alle fünf Jahre, von dem zuständigen nationalen Referenzlabor überprüft.

Was Ziffer 4 betrifft, sind diese Laboratorien auch zuständig für die Koordinierung der von der Gemeinsamen Forschungsstelle der Kommission durchgeführten unionsweiten Qualitätssicherungsprogramme im regionalen Gebiet, ebenso wie für die Koordinierung, auf regionaler Ebene, der ordnungsgemäßen Anwendung von Referenzmethoden und den Nachweis der Gleichwertigkeit von Nichtreferenzmethoden. Nationale Referenzlaboratorien, die Vergleichsprüfungen auf nationaler Ebene durchführen, sollten nach der relevanten harmonisierten Norm für Eignungsprüfungen ebenfalls akkreditiert werden.

Was Ziffer 5 betrifft und wenn die Ergebnisse dieser Beteiligung unbefriedigend sind, sollte das nationale Labor bei der nächsten Vergleichsprüfung nachweislich Abhilfe schaffen und der Gemeinsamen Forschungsstelle einen entsprechenden Bericht vorlegen.“

Art. 3 - In Anhang II Nummer 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 wird die Tabelle durch das Folgende ersetzt:

	Benzo(a)Pyren	Arsen, Kadmium und Nickel	Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe außer Benzo(a)pyren, gesamtes gasförmiges Quecksilber	Gesamtablagerung
Unsicherheit				
Ortsfeste und orientierende Messungen	50%	40%	50%	70%
Modellierung	60%	60%	60%	60%
Mindestdatenerfassung	90%	90%	90%	90%
Mindestzeiterfassung				
Ortsfeste Messungen ⁽¹⁾	33%	50%		
Orientierende Messungen ^{(1) (2)}	14%	14%	14%	33%

⁽¹⁾ Über das Jahr verteilt, um unterschiedlichen klimatischen und durch menschliche Aktivitäten bedingten Verhältnissen Rechnung zu tragen.

⁽²⁾ Orientierende Messungen sind Messungen, die weniger häufig vorgenommen werden, jedoch die anderen Datenqualitätsziele erfüllen;

b) Absatz 4 wird aufgehoben;

c) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 5 und 6 eingefügt:

«Die Vorschriften für Einzelproben gemäß den Absätzen 3 und 4 gelten auch für Arsen, Kadmium, Nickel und das gesamte gasförmige Quecksilber. Auch die Entnahme von Teilproben aus PM10-Filtern zur anschließenden Untersuchung auf Metalle ist zulässig, sofern erwiesen ist, dass die Teilprobe für die Gesamtprobe repräsentativ ist und die Nachweiseffizienz beim Abgleich mit den relevanten Datenqualitätszielen nicht beeinträchtigt wird. Als Alternative zur täglichen Probenahme können Proben zur Untersuchung des Metallgehalts von PM10 auch wöchentlich entnommen werden, vorausgesetzt, die Erfassungseigenschaften werden dadurch nicht beeinträchtigt.»

Art. 4 - In Anhang IV desselben Erlasses werden Punkte C und D durch Folgendes ersetzt:

«C. Kleinräumige Ortbestimmung der Probenahmestellen

Soweit möglich ist Folgendes zu berücksichtigen:

1° der Luftstrom um den Messeinlass darf nicht beeinträchtigt werden (d. h., bei Probenahmestellen an der Baufluchtlinie sollte die Luft in einem Bogen von mindestens 270° oder 180° frei strömen), und im Umfeld des Messeinlasses dürfen keine Hindernisse vorhanden sein, die den Luftstrom beeinflussen (d. h., Gebäude, Balkone, Bäume und andere Hindernisse sollten einige Meter entfernt sein, und Probenahmestellen, die für die Luftqualität an der Baufluchtlinie repräsentativ sind, sollten mindestens 0,5 m vom nächsten Gebäude entfernt sein);

2° im Allgemeinen muss sich der Messeinlass in einer Höhe zwischen 1,5 m (Atemzone) und 4 m über dem Boden befinden. Ein höher gelegener Einlass kann auch angezeigt sein, wenn die Messstation für ein größeres Gebiet repräsentativ ist. Abweichungen sollten umfassend dokumentiert werden;

3° der Messeinlass darf nicht in nächster Nähe von Quellen angebracht werden, um die unmittelbare Einleitung von Emissionen, die nicht mit der Umgebungsluft vermischt sind, zu vermeiden;

4° die Abluftleitung der Probenahmestelle ist so zu legen, dass ein Wiedereintritt der Abluft in den Messeinlass vermieden wird;

Bei allen Schadstoffen müssen die Probenahmestellen in verkehrsnahen Zonen mindestens 25 m vom Rand verkehrsreicher Kreuzungen und höchstens 10 m vom Fahrbahnrand entfernt sein.

Betreffend Ziffer 5 gilt als "verkehrsreiche Kreuzung" in diesem Fall eine Kreuzung, die den Verkehrsstrom unterbricht und Emissionsschwankungen (Stop & Go) gegenüber dem Rest der Straße verursacht.

Jede Abweichung von den Kriterien dieses Abschnitts ist nach den Verfahrensvorschriften gemäß Abschnitt D umfassend zu dokumentieren.

Die folgenden Faktoren können ebenfalls berücksichtigt werden:

1° Störquellen;

2° Sicherheit;

3° Zugang;

4° Stromversorgung und Telefonleitungen;

5° Sichtbarkeit der Messstation in der Umgebung;

6° Sicherheit der Öffentlichkeit und des Betriebspersonals;

7° Vorteile einer Zusammenlegung der Probenahmestellen für verschiedene Schadstoffe;

8° Anforderungen in Sachen Städtebau.

D. Dokumentation und Überprüfung der Standortbestimmung

Die in Anwendung von Artikel 32 benannten, für die Beurteilung der Luftqualität zuständigen Behörden dokumentieren für alle Gebiete und Ballungsräume umfassend die Verfahren für die Ortswahl und zeichnen Grundlageninformationen für die Netzplanung und die Wahl der Messstellenstandorte auf.

Die Dokumentation umfasst auch Fotografien der Umgebung in den Haupthimmelsrichtungen und detaillierte Karten.

Werden in Gebieten oder Ballungsräumen ergänzende Methoden angewendet, so umfasst die Dokumentation auch die Einzelheiten dieser Methoden sowie Angaben über die Art und Weise der Erfüllung der Kriterien gemäß Artikel 7 § 3.

Die Dokumentation wird erforderlichenfalls aktualisiert und mindestens alle fünf Jahre überprüft, um sicherzustellen, dass Auswahlkriterien, Netzplanung und Messstellenstandorte nach wie vor aktuell und dauerhaft optimal sind. Die Dokumentation wird der Kommission auf Anfrage innerhalb von drei Monaten übermittelt.»

Art. 5 - In Anhang VII desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Punkt A wird durch Folgendes ersetzt:

«A. Referenzmethoden für die Beurteilung der Konzentration von Schwefeldioxid, Stickstoffdioxid und Stickstoffoxiden, Partikeln (pm10 und pm2,5), Blei, Benzol, Kohlenmonoxid und Ozon

1. Referenzmethode zur Messung der Schwefeldioxidkonzentration

Als Referenzmethode zur Messung der Schwefeldioxidkonzentration gilt die in EN 14212: 2012 "Außenluft - Messverfahren zur Bestimmung der Konzentration von Schwefeldioxid mit Ultraviolett-Fluoreszenz" beschriebene Methode.

2. Referenzmethode zur Messung der Konzentration von Stickstoffdioxid und Stickstoffoxiden

Als Referenzmethode zur Messung von Stickstoffdioxid und Stickstoffoxiden gilt die in EN 14211: 2012 "Außenluft - Messverfahren zur Bestimmung der Konzentration von Stickstoffdioxid und Stickstoffmonoxid mit Chemilumineszenz" beschriebene Methode.

3. Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von Blei

Als Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von Blei gilt die in EN 14902 (2005) beschriebene Methode: "Standardisiertes Verfahren zur Bestimmung von Pb/Cd/As/Ni als Bestandteil der PM10-Fraktion des Schwebstaubes."

4. Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von PM10

Als Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von PM10 gilt die in EN 12341: 2014 "Luftbeschaffenheit - Gravimetrisches Standardmessverfahren für die Bestimmung der PM10 oder PM2,5 - Massenfraktion des Schwebstaubs" beschriebene Methode.

5. Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von PM2,5

Als Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von PM2,5 gilt die in EN 12341: 2014 "Luftbeschaffenheit - Gravimetrisches Standardmessverfahren für die Bestimmung der PM10 oder PM2,5 - Massenfraktion des Schwebstaubs" beschriebene Methode.

6. Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von Benzol

Als Referenzmethode für die Probenahme und Messung der Konzentration von Benzol gilt die in EN 14662 (2005, Teile 1, 2 und 3) beschriebene Methode: "Luftqualität - Standardverfahren zur Bestimmung von Benzolkonzentrationen."

7. Referenzmethode für die Messung der Kohlenmonoxidkonzentration

Als Referenzmethode für die Messung der Kohlenmonoxidkonzentration gilt die in EN 14626: 2012 "Außenluft - Messverfahren zur Bestimmung der Konzentration von Kohlenmonoxid mit nichtdispersiver Infrarot-Spektroskopie" beschriebene Methode.

8. Referenzmethode für die Messung der Ozonkonzentration

Als Referenzmethode für die Messung der Ozonkonzentration gilt die in EN 14625: 2012 "Außenluft - Messverfahren zur Bestimmung der Konzentration von Ozon mit Ultraviolett-Photometrie" beschriebene Methode.»

2° Punkt D wird aufgehoben;

3° Punkt E wird durch Folgendes ersetzt:

«E. Für den Nachweis, dass die Messgeräte die Leistungsanforderungen der Referenzmethoden gemäß Abschnitt A dieses Anhangs erfüllen, akzeptieren die gemäß Artikel 32 benannten zuständigen Behörden und Stellen Prüfberichte anderer Mitgliedstaaten, sofern die Prüflaboratorien nach dem relevanten harmonisierten Standard für Prüf- und Kalibrierlaboratorien akkreditiert wurden. Die ausführlichen Prüfberichte und alle Prüfergebnisse werden anderen zuständigen Behörden oder den von ihnen benannten Stellen zur Verfügung gestellt. Prüfberichte müssen nachweisen, dass die Messgeräte alle Leistungsanforderungen erfüllen, auch wenn bestimmte Umwelt- und Standortbedingungen typisch für einen bestimmten Mitgliedstaat sind und außerhalb des Spektrums der Bedingungen liegen, für das das Gerät in einem anderen Mitgliedstaat bereits geprüft und typgenehmigt wurde.»

Art. 6 - In Anhang IX desselben Erlasses werden die Nummern 1 bis 4 durch Folgendes ersetzt:

«1. Referenzmethode für die Probenahme und Analyse von Arsen, Kadmium und Nickel in der Luft.

Die Referenzmethode für die Probenahme von Arsen, Kadmium und Nickel in der Luft ist in der Norm EN 12341: 2014 beschrieben. Referenzmethode für die Messung von Arsen, Kadmium und Nickel in der Luft ist die in der Norm EN 14902: 2005 "Außenluftbeschaffenheit - Standardisiertes Verfahren zur Bestimmung von Pb/Cd/As/Ni als Bestandteil der PM10-Fraktion des Schwebstaubes" beschriebene Methode.

Jede andere Methode kann angewandt werden, solange sie nachweislich gleichwertige Ergebnisse wie die vorstehend genannte Methode erbringt.

2. Referenzmethode für die Probenahme und Analyse polyzyklischer aromatischer Kohlenwasserstoffe in der Luft

Die Referenzmethode für die Probenahme polyzyklischer aromatischer Kohlenwasserstoffe in der Luft ist in der Norm EN 12341: 2014 beschrieben. Referenzmethode für die Messung von Benzo(a)pyren in der Luft ist die in der Norm EN 15549: 2008 "Luftbeschaffenheit - Messverfahren zur Bestimmung der Konzentration von Benzo [a]pyren in der Luft" beschriebene Methode. Solange keine genormte CEN-Methode für die Messung von anderen in Artikel 15 genannten polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffe vorliegt, können genormte nationale Methoden oder genormte ISO-Methoden wie die ISO-Norm 12884 angewandt werden.

Jede andere Methode kann angewandt werden, solange sie nachweislich gleichwertige Ergebnisse wie die vorstehend genannte Methode erbringt.

3. Referenzmethode für die Probenahme und Analyse von Quecksilber in der Luft

Referenzmethode für die Messung des gesamten gasförmigen Quecksilbers in der Luft ist die in der Norm EN 15852: 2010 "Außenluftbeschaffenheit ù Standardisiertes Verfahren zur Bestimmung des gesamten gasförmigen Quecksilbers" beschriebene Methode.

Jede andere Methode kann angewandt werden, solange sie nachweislich gleichwertige Ergebnisse wie die vorstehend genannte Methode erbringt.

4. Referenzmethode für die Probenahme und Analyse der Ablagerung von Arsen, Kadmium, Quecksilber, Nickel und polyzyklischen aromatischen Kohlenwasserstoffen

Referenzmethode für die Bestimmung der Ablagerung von Arsen, Kadmium und Nickel ist die in der Norm EN 15841: 2009 "Luftbeschaffenheit ù Messverfahren zur Bestimmung von Arsen, Cadmium, Blei und Nickel in atmosphärischer Deposition" beschriebene Methode.

Referenzmethode für die Bestimmung der Ablagerung von Quecksilber ist die in der Norm EN 15853: 2010 "Luftbeschaffenheit ù Messverfahren zur Bestimmung von Quecksilber in atmosphärischer Deposition" beschriebene Methode.

Referenzmethode für die Bestimmung der Ablagerung von Benzo(a)pyren und den anderen polyzyklischen Kohlenwasserstoffen gemäß Artikel 4 Absatz 8 ist die in der Norm EN 15980: 2011 "Luftqualität - Bestimmung der Deposition von Benz [a]anthracen, Benzo [b]fluoranthen, Benzo [j]fluoranthen, Benzo [k]fluoranthen, Benzo [a]pyren, Dibenz [a,h]anthracen und Indeno [1,2,3-cd]pyren" beschriebene Methode.»

Art. 7 - In Anhang XII desselben Erlasses wird Punkt A durch Folgendes ersetzt:

«A. Mindestzahl von Probenahmestellen für die ortsfesten Messungen von Ozonkonzentrationen
Mindestzahl der Probenahmestellen für kontinuierliche ortsfeste Messungen zur Beurteilung der Einhaltung der Zielwerte, der langfristigen Ziele und der Informations- und Alarmschwellen, soweit solche Messungen die einzige Informationsquelle darstellen.

Einwohnerzahl (×1 000)	Ballungsraum ⁽¹⁾	Andere Gebiete ⁽¹⁾	Ländlicher Hintergrund
< 250		1	1 station/50 000 km ² (als mittlere Dichte für alle Gebiete pro Land ⁽²⁾)
< 500	1	2	
< 1 000	2	2	
< 1 500	3	3	
< 2 000	3	4	
< 2 750	4	5	
< 3 750	5	6	
> 3 750	Eine zusätzliche Station je 2 Mio Einwohner	Eine zusätzliche Station je 2 Mio Einwohner	

⁽¹⁾ Mindestens eine Station in Gebieten, in denen die Bevölkerung voraussichtlich der höchsten Ozonkonzentration ausgesetzt ist. In Ballungsräumen müssen mindestens 50% der Stationen in Vorstadtgebieten liegen.

⁽²⁾ Eine Station je 25 000 km² in orografisch stark gegliedertem Gelände wird empfohlen.»

Art. 8 - In Anhang XVI desselben Erlasses wird Punkt A um Folgendes ergänzt:

«Als Tagesdurchschnitt auf dem gesamten Gebiet der Wallonischen Region zu messen:

Schadstoff	Alarmschwelle
PM10	70 µg/m ³ (Schwelle 1) 150 µg/m ³ (Schwelle 2)

».

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Dezember 2016 in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Oktober 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205723]

27 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 7^o, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit;

Gelet op het verslag van 21 juli 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 59.924/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^b, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is een omzetting van Richtlijn (EU) 2015/1480 van de Commissie van 28 augustus 2015 tot wijziging van diverse bijlagen bij de Richtlijnen 2004/107/EG en 2008/50/EG van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van de regels betreffende de referentiemethoden, de validatie van gegevens en de locatie van de bemonsteringspunten voor de beoordeling van de luchtkwaliteit.

Art. 2. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 betreffende de beoordeling en het beheer van de luchtkwaliteit, wordt punt C vervangen als volgt :

« C. Kwaliteitsborging voor de beoordeling van de luchtkwaliteit: validatie van gegevens

Om de nauwkeurigheid van de metingen en de naleving van de in deel A vastgestelde gegevenskwaliteitsdoelstellingen te garanderen, zien de krachtens artikel 32 aangewezen instanties en organen erop toe dat :

1^o alle metingen die worden uitgevoerd in samenhang met de beoordeling van de luchtkwaliteit overeenkomstig de artikelen 6 en 21, traceerbaar zijn overeenkomstig de voorschriften van de geharmoniseerde norm voor beproevings- en kalibratielaboratoria waarvan de referentie bekendgemaakt werd in het *Publicatieblad van de Europese Unie* overeenkomstig artikel 2, punt 9) van Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht;

2^o de instellingen die netwerken en individuele stations beheren, beschikken over een functionerend kwaliteitsborgings- en kwaliteitscontrolesysteem dat voorziet in geregeld onderhoud om de voortdurende nauwkeurigheid van de meetapparaten te garanderen;

er een kwaliteitsborgings-/kwaliteitscontroleproces wordt ingevoerd voor de gegevensvergaring en -rapportage en dat de met die taak belaste instellingen actief deelnemen aan de desbetreffende EU-brede kwaliteitsborgingsprogramma's;

4^o de nationale referentielaboratoria worden aangewezen door de krachtens artikel 32 aangewezen bevoegde organen en geaccrediteerd zijn voor de in bijlage VII bedoelde referentiemethoden, ten minste voor die verontreinigende stoffen waarvoor de concentraties boven de onderste beoordelingsdrempel liggen, overeenkomstig de desbetreffende geharmoniseerde norm voor beproevings- en kalibratielaboratoria en bedoeld in punt 1^o;

5^o de nationale referentielaboratoria ten minste om de drie jaar deelnemen aan de EU-brede kwaliteitsborgingsprogramma's die door het Gemeenschappelijk Centrum voor onderzoek van de Commissie worden georganiseerd;

6^o de nationale referentielaboratoria de werkzaamheden van het door de Commissie opgerichte Europese netwerk van nationale referentielaboratoria ondersteunen.

Wat betreft punt 2^o, wordt het systeem opnieuw onderzocht telkens als het nodig is en minstens een keer om de vijf jaar door het bevoegde referentielaboratorium.

Wat punt 4^o betreft zijn deze laboratoria ook verantwoordelijk voor de coördinatie, op het grondgebied van het gewest, van de EU-brede kwaliteitsborgingsprogramma's die door het Gemeenschappelijk Centrum voor onderzoek van de Commissie zullen worden georganiseerd, en zij zijn tevens verantwoordelijk voor de coördinatie op gewestelijk niveau van de correcte toepassing van referentiemethoden en het bewijs van de gelijkwaardigheid van niet-referentiemethoden. Nationale referentielaboratoria die nationaal ringonderzoek organiseren, moeten ook geaccrediteerd zijn overeenkomstig de desbetreffende geharmoniseerde norm voor bekwaamheidstests.

Wat betreft punt 5^o, moet het nationale laboratorium, indien deze deelname onbevredigende resultaten oplevert, bij zijn volgende deelname aan een ringonderzoek aantonen dat het bevredigende herstelmaatregelen heeft genomen en hierover aan het Gemeenschappelijk Centrum voor onderzoek rapporteren. »

Art. 3 - In bijlage II, punt 1, bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 wordt de tabel vervangen als volgt :

	Benzo(a)pyreen	Arseen, Cadmium en nikkel	Polycyclische aromatische koolwaterstoffen ander dan benzo(a)pyreen, totaal gasvormig kwik	Totale depositie
Onzekerheid				
Vaste en indicatieve metingen	50 %	40 %	50 %	70 %
Modellen	60 %	60 %	60 %	60 %
Minimale gegevensvastlegging	90 %	90 %	90 %	90 %
Minimaal bestreken tijd				
Vaste metingen ⁽¹⁾	33 %	50 %		
Indicatieve metingen ^{(1) (2)}	14 %	14 %	14 %	33 %

⁽¹⁾ Verspreid over het jaar om representatief te zijn van de verschillende weerscondities en antropogene activiteiten.

⁽²⁾ Indicatieve metingen zijn metingen die met een beperkte regelmaat worden uitgevoerd, maar die wel aan de andere doelstellingen voor de kwaliteit van de gegevens voldoen.

b) het vierde lid wordt opgeheven;

c) tussen lid 5 en 6 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De bepalingen inzake individuele monsters van de leden 3 en 4 gelden ook voor arseen, cadmium, nikkel en totaal gasvormig kwik. Bovendien is het toegestaan deelmonsters te nemen met behulp van PM10-filters voor de bemonstering en analyse van metalen, mits bewijs wordt geleverd dat het deelmonster representatief is voor het geheel en dat de detectiegevoeligheid in overeenstemming is met de relevante doelstellingen voor de kwaliteit van de gegevens. PM10-bemonstering mag per week in plaats van per dag plaatsvinden op voorwaarde dat de kenmerken van de verzameling hierdoor niet worden aangetast ».

Art. 4. In bijlage IV bij hetzelfde besluit, worden de punten C en D vervangen als volgt :

« C. Situering van de bemonsteringspunten op microschaal

Voor zover uitvoerbaar zijn de volgende overwegingen van toepassing :

1° de luchtstroom rond de inlaat van de bemonsteringsbuis dient onbelemmerd te zijn (in het algemeen binnen een hoek van ten minste 270° of 180° voor monsternemingspunten aan de rooilijn), zonder enige verstoring van de luchtstroom in de omgeving van de inlaat; er moet normaal gesproken enkele meters afstand worden gehouden van gebouwen, balkons, bomen en andere obstakels en monsternemingspunten die representatief zijn voor de luchtkwaliteit aan de rooilijn dienen zich minimaal op een afstand van 0,5 m van het dichtstbijzijnde gebouw te bevinden;

2° de hoogte van de inlaat boven de grond moet in het algemeen tussen 1,5 m (ademhalingshoogte) en 4 m liggen. Een grotere hoogte kan ook nuttig zijn als het station representatief voor een groot gebied moet zijn en elke afwijking moet volledig worden gedocumenteerd;

3° de inlaat mag zich niet in de directe nabijheid van bronnen bevinden teneinde te voorkomen dat de uitstoot daarvan rechtstreeks en zonder menging met de buitenlucht in de inlaatbuis terechtkomt;

4° de uitlaat van het bemonsteringsapparaat moet zich op een zodanige plaats bevinden dat de lucht daaruit niet opnieuw in de inlaatbuis terecht kan komen;

5° voor alle verontreinigende stoffen moeten de verkeersgerichte bemonsteringsbuizen ten minste 25 m van de rand van grote kruispunten en niet meer dan 10 m van de wegrand verwijderd zijn.

Wat punt 5° betreft, moet een "groot kruispunt" hier worden opgevat als een kruispunt waardoor de verkeersstroom wordt onderbroken en de uitstoot verschilt (stop-and-goverkeer) ten opzichte van het overige gedeelte van de weg.

Elke afwijking van de in dit deel genoemde criteria wordt volledig gedocumenteerd overeenkomstig de in deel D beschreven procedures.

Ook met de volgende factoren kan rekening worden gehouden :

1° storende bronnen;

2° beveiliging;

3° toegankelijkheid;

4° beschikbaarheid van elektriciteit en telefoonlijnen;

5° zichtbaarheid ten opzichte van de omgeving;

6° veiligheid van publiek en bedieners;

7° de wenselijkheid om de bemonsteringspunten voor verschillende verontreinigende stoffen op dezelfde plaats onder te brengen;

8° eisen in verband met ruimtelijke ordening.

D. Documentatie en toetsing van de gekozen locaties

De bevoegde instanties die verantwoordelijk zijn voor de beoordeling van de luchtkwaliteit, documenteren voor alle zones en agglomeraties, aangewezen overeenkomstig artikel 32, de procedures voor de keuze van de locaties volledig en registreren informatie om het ontwerp van het netwerk en de keuze van de locaties voor alle meetpunten te ondersteunen.

De documentatie omvat foto's in verschillende windrichtingen van de omgeving van de meetlocaties en gedetailleerde kaarten.

Indien aanvullende methoden worden toegepast in een zone of agglomeratie, omvat de documentatie bijzonderheden van deze methoden en informatie over hoe aan de in artikel 7, § 3, genoemde criteria wordt voldaan.

De documentatie wordt bijgewerkt wanneer dat nodig is en ten minste om de vijf jaar geëvalueerd om te garanderen dat de selectiecriteria, het ontwerp van het netwerk en de locaties van de meetpunten te allen tijde geldig en optimaal blijven. Indien de Commissie documentatie opvraagt, moet deze binnen drie maanden na indiening van het verzoek worden verstrekt. »

Art. 5. In bijlage VII bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt A wordt vervangen als volgt :

« A. Referentiemethoden voor het beoordelen van de concentraties van zwaveldioxide, stikstofdioxide en stikstofoxiden, zwevende deeltjes (PM10 en PM2,5), lood, benzeen, koolmonoxide en ozon

1. Referentiemethode voor het meten van zwaveldioxide

De referentiemethode voor het meten van zwaveldioxide is die welke beschreven staat in EN 14212: 2012 "Ambient air - Standard method for the measurement of the concentration of sulphur dioxide by ultraviolet fluorescence"

2. Referentiemethode voor het meten van stikstofdioxide en stikstofoxiden

De referentiemethode voor het meten van stikstofdioxide en stikstofoxiden is die welke beschreven staat in EN 14211: 2012 "Ambient air - Standard method for the measurement of the concentration of nitrogen dioxide and nitrogen monoxide by chemiluminescence"

3. Referentiemethode voor het bemonsteren en meten van lood

De referentiemethode voor het meten van lood is die welke beschreven staat in EN 14902 (2005): "Standard method for the measurement of Pb, Cd, As and Ni in the PM10 fraction of suspended particulate matter"

4. Referentiemethode voor het bemonsteren en meten van PM10

De referentiemethode voor het bemonsteren en het meten van PM10 is die welke beschreven staat in EN 12341: 2014 "Ambient Air - standard gravimetric measurement method for the determination of the PM10 or PM2,5 mass concentration of suspended particulate matter"

5. Referentiemethode voor het bemonsteren en meten van PM2,5

De referentiemethode voor het bemonsteren en het meten van PM2,5 is die welke beschreven staat in EN 12341: 2014 "Ambient Air - standard gravimetric measurement method for the determination of the PM10 or PM2,5 mass concentration of suspended particulate matter".

6. Referentiemethode voor het bemonsteren en meten van benzeen

De referentiemethode voor het meten van benzeen is die welke beschreven staat in EN 14662 (2005), delen 1, 2 en 3: "Ambient air quality - Standard method for measurement of benzene concentrations. ".

7. Referentiemethode voor het meten van koolmonoxide

De referentiemethode voor het meten van koolmonoxide is die welke beschreven staat in EN 14626: 2012: "Ambient air - Standard method for the measurement of the concentration of carbon monoxide by non-dispersive infrared spectroscopy".

8. Referentiemethode voor het meten van ozon

De referentiemethode voor het meten van ozon is die welke beschreven staat in EN 14625: 2012 "Ambient air - Standard method for the measurement of the concentration of ozone by ultraviolet photometry". »;

2° punt D wordt opgeheven;

3° punt E wordt vervangen als volgt :

« E. Om aan te tonen dat de uitrusting aan de in punt A van deze bijlage opgesomde prestatievereisten van de referentiemethoden voldoet, moeten de krachtens artikel 32 aangewezen bevoegde instanties en organen de testverslagen aanvaarden die in andere gewesten of lidstaten van de Europese Unie zijn opgesteld mits de beproevingslaboratoria overeenkomstig de desbetreffende geharmoniseerde norm voor beproevings- en kalibratie-laboratoria zijn geaccrediteerd. De gedetailleerde testverslagen en alle testresultaten worden ter beschikking gesteld van de andere bevoegde instanties of de aangewezen organen daarvan. Uit de testverslagen moet blijken dat de uitrusting aan alle prestatievereisten voldoet, ook indien bepaalde milieu- of plaatselijke omstandigheden specifiek zijn voor een gewest of een lidstaat en niet overeenstemmen met de omstandigheden waarin de uitrusting reeds is getest en waarin reeds een typetest is uitgevoerd in een ander gewest of een andere lidstaat. »

Art. 6. In bijlage IX bij hetzelfde besluit worden de punten 1 tot 4 vervangen door wat volgt :

« 1. Referentiemethode voor de bemonstering en analyse van arseen, cadmium en nikkel in de lucht

De referentiemethode voor de bemonstering van arseen-, cadmium- en nikkelconcentraties in de lucht wordt beschreven in EN 12341: 2014.

De referentiemethode voor het meten van arseen, cadmium en nikkel in de lucht is die welke beschreven staat in EN 14902: 2005 "Ambient air quality - Standard method for the measurement of Pb, Cd, As and Ni in the PM10 fraction of suspended particulate matter".

Er mogen ook andere methoden toegepast worden op voorwaarde dat kan worden aangetoond dat de resultaten gelijkwaardig zijn aan die van de bovengenoemde methode.

2. Referentiemethode voor de bemonstering en analyse van polycyclische aromatische koolwaterstoffen in de lucht

De referentiemethode voor de bemonstering van polycyclische aromatische koolwaterstoffen in de lucht wordt beschreven in EN 12341: 2014. De referentiemethode voor het meten van benzo(a)pyreen is die welke beschreven staat in EN 15549: 2008 "Air quality - Standard method for the measurement of the concentration of benzo [a]pyrene in the air". Zolang er geen door de CEN gestandaardiseerde methode is voor de andere in artikel 15, vermelde polycyclische aromatische koolwaterstoffen, kunnen nationale standaardmethoden of ISO-methoden zoals ISO-norm 12884 gebruikt worden.

Er mogen ook andere methoden toegepast worden op voorwaarde dat kan worden aangetoond dat de resultaten gelijkwaardig zijn aan die van de bovengenoemde methode.

3. Referentiemethode voor de bemonstering en analyse van kwik in de lucht

De referentiemethode voor het meten van concentraties van totaal gasvormig kwik in de lucht is die welke beschreven staat in EN 15852: 2010 "Ambient air quality - Standard method for the determination of total gaseous mercury".

Er mogen ook andere methoden toegepast worden op voorwaarde dat kan worden aangetoond dat de resultaten gelijkwaardig zijn aan die van de bovengenoemde methode.

4. Referentiemethode voor de bemonstering en analyse van de depositie van arseen, cadmium, kwik, nikkel en polycyclische aromatische koolwaterstoffen

De referentiemethode voor de bepaling van neergeslagen arseen, cadmium, kwik, nikkel is die welke beschreven staat in EN 15841: 2009 "Ambient air quality - Standard method for the determination of deposited arsenic, cadmium, nickel and lead".

De referentiemethode voor de bepaling van neerslagen van kwik is die welke beschreven staat in EN 15853: 2010 "Ambient air quality - Standard method for the determination of mercury deposition".

De referentiemethode voor de bepaling van neerslagen van benzo(a)pyreen en andere polycyclische koolwaterstoffen bedoeld in artikel 15 is die welke beschreven staat in EN 15980: 2011 "Air quality - Determination of benzo [a]anthracene, benzo [b]fluoranthene, benzo [j]fluoranthene, benzo [k]fluoranthene, benzo [a]pyrene, dibenz [a,h]anthracene and indeno [1,2,3-cd]pyrene in the atmospheric deposition. »

Art. 7. In bijlage XII bij hetzelfde besluit wordt punt A vervangen door wat volgt :

« A. Minimumaantal bemonsteringspunten voor vaste metingen van de ozonconcentraties

Minimumaantal bemonsteringspunten voor continue vaste metingen om op plaatsen waar dergelijke metingen de enige bron van gegevens zijn, te beoordelen of de streefwaarden, langetermijndoelstellingen en informatie- en alarmdrempels worden nageleefd.

Bevolking (× 1 000)	Agglomeratie ⁽¹⁾	Andere zones ⁽¹⁾	Plattelandsachtergrond
< 250		1	voor alle zones van het land ⁽²⁾ gemiddeld 1 station/50 000 km ²
< 500	1	2	
< 1 000	2	2	
< 1 500	3	3	
< 2 000	3	4	
< 2 750	4	5	
< 3 750	5	6	
> 3 750	1 extra station per 2 miljoen inwoners	1 extra station per 2 miljoen inwoners	

⁽¹⁾ Ten minste 1 station in gebieden waar de bevolking vermoedelijk aan de hoogste ozonconcentraties wordt blootgesteld. In agglomeraties moet ten minste 50 % van de stations zich in voorstedelijk gebied bevinden.

⁽²⁾ Voor gebieden met complexe topografie wordt 1 station per 25 000 km² aanbevolen. »

Art. 8. In bijlage XVI bij hetzelfde besluit wordt punt A vervangen door wat volgt :

« Als dagelijks gemiddelde te meten op het geheel van het grondgebied van het Waalse Gewest :

Verontreinigende stof	Alarmdrempel
PM10	70 µg/m ³ (drempel 1)
	150 µg/m ³ (drempel 2)

».

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 31 december 2016.

Art. 10. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 oktober 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO